NATO SANS CLASSIFICATION

1er octobre 2015

DOCUMENT
C-M(2015)0065-AS1

RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'ORGANISATION OTAN POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO) POUR L'EXERCICE 2013

SUITE DONNÉE

Le 30 septembre 2015, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN diffusé sous la cote IBA-AR(2015)10 et joint au C-M(2015)0065, et il a approuvé les recommandations contenues dans le rapport du RPPB.

(signé) Alexander Vershbow
Secrétaire général délégué

NOTE : La présente note fait partie du C-M(2015)0065 et doit être placée en tête de ce document.

NHQD16417

NATO SANS CLASSIFICATION

24 septembre 2015

DOCUMENT
C-M(2015)0065
Procédure d'accord tacite :
30 sept 2015 18:00

RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'ORGANISATION OTAN POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO) POUR L'EXERCICE 2013

Note du secrétaire général délégué

1. On trouvera ci-joint le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers de l'Organisation OTAN pour la science et la technologie (STO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

2. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2013 de la STO et une opinion sans réserve sur leur conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN. Comme pour les autres organismes établis dans le cadre de la réforme de l'OTAN, il a fallu mettre en balance la continuité des activités et le respect des dispositions de la charte de la STO, et les comptes de l'organisation font encore apparaître des éléments propres à la transition. La transition comptable ayant été achevée fin 2014, un grand nombre des éléments à l'origine des observations devraient avoir disparu, et la STO sera en mesure de se conformer pleinement aux dispositions du cadre comptable IPSAS (normes comptables internationales du secteur public) adapté désormais en vigueur à l'OTAN.

3. Le rapport de l'IBAN a été examiné par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB), qui a lui-même établi un rapport, dans lequel il formule des conclusions et des recommandations à l'intention du Conseil.

4. J'estime que les rapports précités ne nécessitent pas d'examen plus approfondi. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au mercredi 30 septembre 2015 à 18 heures**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport de l'IBAN diffusé sous la cote IBA-AR(2015)10 et qu'il aura approuvé les recommandations contenues dans le rapport du RPPB.

(signé) Alexander Vershbow

4 annexes

NHQD16032

ANNEXE 1
C-M(2015)0065

11 septembre 2015

NOTE
AC/335-N(2015)0053-REV1
Procédure d'accord tacite :
18 sept 2015 15:00

BUREAU DE LA PLANIFICATION
ET DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE DES RESSOURCES (RPPB)

RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'ORGANISATION OTAN POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO) POUR L'EXERCICE 2013

Note du président

1. On trouvera ci-joint le projet de rapport du RPPB consacré au rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers de la STO pour l'exercice 2013. Le rapport du RPPB est fondé sur l'analyse complète de l'audit à laquelle a procédé le Comité des budgets.

2. En application de la procédure modifiée relative au traitement des rapports d'audit assortis d'une réserve, sujet évoqué à la réunion du RPPB du 29 janvier 2015, le projet de rapport a été soumis aux pays pour qu'ils formulent leurs observations (AC/335-N(2015)0053, du 22 juillet 2015). Aucune observation n'a été communiquée. Le document est à présent diffusé pour approbation suivant la procédure d'accord tacite.

3. Ainsi, sauf avis contraire me parvenant **d'ici au vendredi 18 septembre 2015 à 15 heures**, je considérerai que le document aura été approuvé.

(signé) Giorgio Romano

1 annexe

Responsable : Helene Ronning, poste 4463
Original : anglais

RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'ORGANISATION OTAN POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO) POUR L'EXERCICE 2013

Projet de rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB)

Références : (a) IBA-A(2015)86 // IBA-AR(2015)10
(b) BC-D(2015)0089-FINAL

Introduction

1. Dans le présent rapport, le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) formule des observations et des recommandations concernant le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) cité en référence (a).

2. Le rapport du RPPB est fondé sur l'analyse complète de l'audit à laquelle a procédé le Comité des budgets dans le document cité en référence (b), notamment sur les constatations et recommandations qui y figurent.

Contexte

3. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2013 de la STO et une opinion sans réserve sur leur conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN. Pour l'exercice 2012, l'IBAN s'était déclaré dans l'impossibilité d'exprimer une opinion sur les états financiers et avait émis une opinion sans réserve sur leur conformité[1].

4. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2013 pour quatre raisons principales :

4.1. les crédits reportés qui concernaient le Centre de recherche sous-marine de l'OTAN (NURC), lequel faisait partie du Commandement allié Transformation (ACT) avant le 1er juillet 2012 (date à laquelle il est devenu le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes de la STO (CMRE), opérant sous régime de financement par le client), n'ont pas été consignés dans les états financiers du CMRE ;

4.2. il était impossible de comparer les chiffres de 2013 aux chiffres de 2012 correspondants ;

4.3. le flux de trésorerie du CMRE présentait des inexactitudes significatives ;

4.4. le passif correspondant aux congés restant à prendre par les équipages n'apparaissait pas en tant que charge du CMRE pour 2013.

[1] C-M(2015)0010.

Conclusions du RPPB

5. Le RPPB constate que l'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2013 de la STO et une opinion sans réserve quant à leur conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN. Pour l'exercice 2012, l'IBAN s'était déclaré dans l'impossibilité d'exprimer une opinion sur les états financiers de cette organisation. Comme pour les autres organismes établis dans le cadre de la réforme de l'OTAN, il a fallu mettre en balance la continuité des activités et le respect des dispositions de la charte de la STO[2], et les comptes de l'organisation font encore apparaître des éléments propres à la transition. La transition comptable devait se terminer à la fin de l'exercice 2014, une fois les crédits de 2012 épuisés et la plupart des difficultés correspondantes levées. Ainsi, un grand nombre des éléments à l'origine des observations devraient avoir disparu et la STO sera en mesure de se conformer pleinement aux dispositions du cadre comptable IPSAS adapté désormais en vigueur à l'OTAN.

6. Les états financiers 2013 de la STO sont les premiers à porter sur l'ensemble des entités constituant cette organisation et, en dépit de l'opinion avec réserve émise par l'IBAN, le RPPB se félicite de constater que ce dernier a salué le soin que la STO a apporté à l'établissement de ces états financiers. L'application des recommandations de l'IBAN par la STO dans ses prochains états financiers devrait permettre d'améliorer encore la situation. L'amélioration des procédures de contrôle du compte rendu financier de l'organisation, notamment sa procédure d'examen par la direction aux fins d'une atténuation adéquate du risque d'erreur, est tout particulièrement attendue, et elle fera l'objet d'un suivi.

7. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur la conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN. Les questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents ont été réglées ou ont été rendues caduques par des observations formulées pour l'exercice 2013 et continueront de faire l'objet d'un suivi.

8. Le contrôleur des finances de la STO et le conseiller scientifique de l'OTAN ont examiné les états financiers conformément aux politiques agréées (C-M(2008)0116 et PO(2015)0052) et n'ont pas d'observation particulière à porter à l'attention du RPPB avant que celui-ci ne finalise ses recommandations au Conseil. Le RPPB estime que le rapport d'audit à l'examen ne contient pas d'informations qui, en vertu de la politique relative à la mise en lecture publique de l'information OTAN, ne peuvent être rendues publiques et, conformément à la politique agréée dans le PO(2015)0052, il recommande par conséquent au Conseil d'accepter que les états financiers 2013 de la STO et le rapport de l'IBAN correspondant soient rendus accessibles au public.

[2] C-M(2012)0046.

Recommandations du RPPB

9. Le RPPB recommande au Conseil :

(a) de prendre note du présent rapport ainsi que de l'IBA-AR(2015)10 ;

(b) d'entériner les conclusions figurant aux paragraphes 5 à 8 du présent rapport ;

(c) d'inviter la STO à appliquer les recommandations de l'IBAN ;

(d) de noter que les comités chargés des ressources ont l'intention de continuer d'assurer le suivi des questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents et qui attendent encore d'être réglées ;

(e) d'accepter que, en vertu de la politique agréée dans le PO(2015)0052, les états financiers 2013 de la STO et le rapport de l'IBAN correspondant (IBA-AR(2015)10) soient rendus publics.

---000---

ANNEXE 2
C-M(2015)0065

Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN à l'intention du Conseil sur la vérification des états financiers consolidés de l'Organisation pour la science et la technologie (STO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

Le Collège a procédé à la vérification des états financiers de l'Organisation pour la science et la technologie (STO), devenue un organisme OTAN le 1er juillet 2012. La STO a pour mission d'aider à ce que les investissements réalisés par les pays et par l'OTAN dans le domaine de la science et de la technologie (S&T) jouent le rôle de catalyseurs stratégiques des savoirs et de l'avantage technologique pour la posture de défense et de sécurité des pays membres et des pays partenaires de l'OTAN.

La STO comporte trois organes exécutifs : le Bureau du conseiller scientifique (OCS), implanté à Bruxelles (Belgique) et placé sous l'autorité du conseiller scientifique, le Bureau de soutien à la collaboration (CSO), implanté à Neuilly-sur-Seine (France) et placé sous l'autorité de son directeur, et le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE), implanté à La Spezia (Italie) et placé sous l'autorité de son directeur. Le CMRE est le successeur du Centre de recherche sous-marine de l'OTAN (NURC), qui faisait partie du Commandement Allié Transformation (ACT).

En 2013, les charges de la STO se sont élevées au total à environ 33 millions d'euros (MEUR), dont 3 MEUR de charges relatives au CMRE qui ont été constatées uniquement dans les états financiers 2013 consolidés de l'ACT.

Le Collège a émis une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés de la STO pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, et une opinion sans réserve sur leur conformité.

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé six observations ainsi qu'une recommandation pour chacune de ces observations. Les observations et recommandations 1, 2 et 4 ont une incidence sur l'opinion émise par le Collège. Les six observations faites par le Collège sont résumées ci-après :

- CMRE – caractère incomplet du compte rendu des produits et des charges relatifs au CMRE ;
- CMRE – surévaluation des charges 2013 dans le cadre de la provision pour les congés restant à prendre par les équipages ;
- CMRE – caractère inattendu de l'excédent de 2013 ;
- les procédures de compte rendu financier en place à la STO ne permettent pas encore d'atténuer véritablement le risque d'erreur dans les états financiers ;
- non-respect des exigences en matière d'informations à fournir concernant les immobilisations ;
- non-respect des exigences en matière d'informations à fournir concernant l'indemnité de représentation.

Les commentaires factuels et officiels de la STO au sujet des observations et des recommandations du Collège figurent en pièce jointe à la lettre d'observations et de

recommandations. La STO n'est pas d'accord avec quatre des observations formulées par le Collège. Le Collège a examiné les commentaires de la STO, mais il n'a pas changé d'avis. La position du Collège sur les commentaires de la STO a été indiquée lorsqu'il y avait lieu.

Par ailleurs, le Collège a fait le point sur la suite donnée à quatre questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents, et il a constaté que deux de ces questions avaient été réglées et que les deux autres avaient été rendues caduques par les observations formulées pour l'exercice 2013.

PAGE BLANCHE

ANNEXE 3
C-M(2015)0065
IBA-AR(2015)10

30 avril 2015

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

OPINION SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'ORGANISATION OTAN POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Rapport sur les états financiers

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Organisation OTAN pour la science et la technologie (STO), composés de l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de la situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que de notes jointes aux états financiers, dont un état des méthodes comptables.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce qu'ils donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur les états financiers

La STO est devenue une agence OTAN le 1er juillet 2012, dans le cadre de la réforme des agences de l'OTAN. Le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE) fait partie de la STO. Avant le 1er juillet 2012, le CMRE portait le nom de Centre de recherche sous-marine de l'OTAN (NURC) et il faisait partie du Commandement Allié Transformation (ACT) de l'OTAN. Selon le Collège, toutes les activités relatives au CMRE qui ont été menées à partir du 1er juillet 2012, y compris celles qui ont été financées sur des crédits de l'ACT (budget NURC 242) auraient dû être présentées dans les états financiers 2013 de la STO. Le Collège a constaté que, dans ces états financiers, il n'a pas été fait mention d'un montant de 3 MEUR de produits et de charges du CMRE correspondant à des crédits reportés du budget 2012 de l'ACT (budget NURC 242).

Par ailleurs, le Collège n'est pas en mesure de fournir l'assurance voulue quant à la conformité des états financiers de 2013 s'agissant des informations de 2012 qui y sont présentées à des fins de comparaison. Cette restriction tient au fait que, l'année dernière, le Collège s'était déclaré dans l'impossibilité d'exprimer une opinion au sujet des états financiers 2012 de la STO. Il en résulte que son opinion sur les états financiers de 2013 est également modifiée en raison des effets que la question pourrait avoir sur la comparabilité des chiffres de 2013 avec ceux de 2012.

Le Collège a constaté que le tableau des flux de trésorerie contenait des inexactitudes significatives. Les modifications qui apparaissent dans les rubriques Autres dettes à court terme et Provisions dans la section Activités opérationnelles du tableau des flux de trésorerie ne correspondent pas à ce qui figure dans l'état de la situation financière. Il aurait fallu inscrire dans la rubrique « Augmentation/(Diminution) des autres dettes à court terme » un montant de 915 613 EUR au lieu du montant de 1 832 911 EUR indiqué, et, dans la rubrique « Augmentation/(Diminution) des provisions » un montant de 959 231 EUR au lieu de 4 523 235 EUR.

Pour terminer, le Collège a constaté que la STO avait enregistré pour 2013 des charges d'un montant de 959 kEUR dans le cadre de la provision pour les congés restant à prendre par les équipages. Ces charges se rattachent toutefois à des exercices précédents, et non à l'exercice 2013. Pour cette raison, elles n'auraient pas dû être comptabilisées comme des charges relatives à l'exercice 2013. Les soldes d'ouverture 2012 qui figurent dans la rubrique Actif net/Situation nette de l'état de la situation financière, donnés pour comparaison, auraient dû être réduits. Comme ils ne l'ont pas été, le solde d'ouverture 2013 présenté dans la rubrique Actif net/Situation nette est surévalué, et l'excédent pour la période correspondante est sous-évalué de 959 kEUR.

Opinion sur les états financiers

L'opinion du Collège est que, à l'exception des effets avérés et des effets possibles des questions mentionnées au paragraphe précédent, les états financiers donnent, à tous

égards significatifs, une image fidèle, conforme au cadre comptable OTAN, de la situation financière de la STO au 31 décembre 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Opinion sur la conformité

Le Collège estime que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 30 avril 2015

Charilaos Charisis
Président

ANNEXE 3
C-M(2015)0065
IBA-AR(2015)10

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT L'ORGANISATION POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers consolidés de la STO pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, et il a émis une opinion avec réserve à leur sujet, ainsi qu'une opinion sans réserve sur la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé six observations ainsi qu'une recommandation pour chacune de ces observations. Les observations et recommandations 1, 2 et 4 ont une incidence sur l'opinion émise par le Collège. Les six observations faites par le Collège sont résumées ci-après :

- CMRE – caractère incomplet du compte rendu des produits et des charges relatifs au CMRE ;
- CMRE – surévaluation des charges 2013 dans le cadre de la provision pour les congés restant à prendre par les équipages ;
- CMRE – caractère inattendu de l'excédent de 2013 ;
- les procédures de compte rendu financier en place à la STO ne permettent pas encore d'atténuer véritablement le risque d'erreur dans les états financiers ;
- non-respect des exigences en matière d'informations à fournir concernant les immobilisations ;
- non-respect des exigences en matière d'informations à fournir concernant l'indemnité de représentation.

Par ailleurs, le Collège a fait le point sur la suite donnée aux quatre questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents. Deux de ces questions portent sur le CMRE et sont décrites dans le rapport d'audit 2012 sur le Commandement allié Tranformation (IBA-AR(2013)21), une question découle du rapport 2012 sur la STO (IBA-AR(2013)34), et une question découle du rapport 2011 sur l'Agence pour la recherche et la technologie (RTA) (IBA-AR(2013)01). Deux questions ont été réglées et les deux autres ont été rendues caduques par les observations formulées pour l'exercice 2013.

Les commentaires factuels et officiels de la STO au sujet des observations et des recommandations du Collège figurent en pièce jointe à la présente lettre d'observations et de recommandations. La STO n'est pas d'accord avec quatre des observations formulées par le Collège. Le Collège a examiné les commentaires de la STO, mais il n'a pas changé d'avis. La position du Collège sur les commentaires de la STO a été indiquée lorsqu'il y avait lieu.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. CMRE – CARACTÈRE INCOMPLET DU COMPTE RENDU DES PRODUITS ET DES CHARGES RELATIFS AU CMRE

Contexte

1.1 La STO est devenue une agence OTAN le 1er juillet 2012. Le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes (CMRE) fait partie de la STO. Avant le 1er juillet 2012, le CMRE portait le nom de Centre de recherche sous-marine de l'OTAN (NURC) et il faisait partie du Commandement Allié Transformation (ACT) de l'OTAN.

1.2 S'agissant de la réforme des agences ainsi que des états financiers 2012 de la STO et de l'ACT, le Collège estime que, comme la STO a été créée le 1er juillet 2012, il aurait fallu établir des états financiers de clôture et d'ouverture à cette date. Cela aurait clarifié la prise en charge des responsabilités par la STO ainsi que son actif et son passif à cette date, et aurait permis de présenter correctement, dans les états financiers consolidés de la STO, toutes les activités relatives au CMRE menées après le 1er juillet 2012. La STO n'a toutefois pas procédé de la sorte, et elle n'a pas établi d'états financiers consolidés portant sur la période de six mois qui a pris fin le 31 décembre 2012. De ce fait, le Collège n'a pas été en mesure de formuler une opinion sur les états financiers de 2012.

Observation

1.3 Le Collège a constaté qu'un montant de 3 MEUR de produits et de charges du CMRE correspondant à des crédits 2012 reportés du budget de l'ACT n'a pas été présenté dans les états financiers 2013 de la STO. En tant que client, l'ACT a bien présenté ces charges dans ses états financiers de 2013.

1.4 Toutefois, compte tenu de la position qu'il a exprimée au sujet de la réforme des agences dans le paragraphe 1.2 ci-dessus, le Collège estime que toutes les activités relatives au CMRE auraient dû être présentées dans les états financiers 2013 de la STO. Cela englobe le montant de 3 MEUR correspondant à des produits et à des charges liés au CMRE qui a été comptabilisé dans les états financiers 2013 de l'ACT. La présentation des activités évoquées aurait permis de donner au lecteur des états financiers de la STO un aperçu plus complet des activités relatives au CMRE qui ont été menées en 2013 (voir l'observation 3 ci-dessous).

1.5 Par ailleurs, il aurait fallu, dans les produits 2012 et les charges 2012 présentés à des fins de comparaison dans les états financiers de 2013, inclure la totalité des produits et des charges relatifs au CMRE pour la période allant du 1er juillet 2012 au 31 décembre 2012. Cela n'a pas été fait parce qu'il n'y a pas eu de clôture formelle des comptes le 1er juillet 2012. De ce fait, aucune assurance n'est donnée quant à la

comparabilité des soldes 2013 figurant dans l'état de la performance financière et des soldes 2012 donnés pour comparaison.

Recommandation n° 1

1.6 Le Collège recommande que, à l'avenir, toutes les activités relatives au CMRE soient présentées dans les états financiers de la STO.

2. CMRE – SURÉVALUATION DES CHARGES 2013 DANS LE CADRE DE LA PROVISION POUR LES CONGÉS RESTANT À PRENDRE PAR LES ÉQUIPAGES

Contexte

2.1 Les charges présentées dans les états financiers devraient correspondre aux coûts qui ont été exposés en 2013.

Observation

2.2 Le Collège a constaté que la STO avait enregistré des charges d'un montant de 959 kEUR dans le cadre de la provision pour les congés restant à prendre par les équipages. Ces charges se rattachent toutefois à des exercices précédents, et non à l'exercice 2013. Pour cette raison, elles n'auraient pas dû être comptabilisées en tant que charges relatives à l'exercice 2013. Les soldes d'ouverture 2012 qui figurent dans la rubrique Actif net/Situation nette de l'état de la situation financière, donnés pour comparaison, auraient dû être réduits. Comme ils ne l'ont pas été, le solde d'ouverture 2013 présenté dans la rubrique Actif net/Situation nette est surévalué, et l'excédent pour la période correspondante est sous-évalué de 959 kEUR (l'excédent devrait être porté de 4,3 MEUR à 5,2 MEUR). La provision (passif) est toutefois correctement présentée.

Recommandation n°2

2.3 Le Collège recommande à la STO de faire en sorte que, à l'avenir, les charges enregistrées ne comprennent que celles qui se rattachent à la période considérée.

3. CMRE – CARACTÈRE INATTENDU DE L'EXCÉDENT DE 2013

Contexte

3.1 Selon le paragraphe 23.1 de la charte de la STO, « le plan financier suit le principe selon lequel il ne peut y avoir ni pertes ni profits sur l'ensemble de la période [de planification] considérée ». En outre, le paragraphe 23.3 de cette charte stipule ce qui suit : « Afin de faciliter ses opérations, le STB peut constituer un fonds de capitaux

propres pour le CMRE qui lui permettra de disposer de liquidités pour ses projets et d'absorber les pertes et profits de ses projets pendant la période [de planification] considérée ». La période de planification est de trois ans.

3.2 Le plan financier du CMRE pour 2013 prévoyait un montant de 28,1 MEUR tant pour les produits que pour les charges relatifs au Centre, et il ne devait donc y avoir ni excédent ni déficit net. Les états financiers 2013 de la STO font toutefois apparaître pour le CMRE un excédent de 4,3 MEUR (produits relatifs au Centre : 28,5 MEUR, et charges relatives au Centre : 24,2 MEUR). Si l'on tient compte de l'observation faite par le Collège au sujet des congés restant à prendre par les équipages (voir plus haut l'observation 2), l'excédent aurait dû, selon le Collège, s'établir à 5,2 MEUR.

Observation

3.3 Pour essayer de donner un meilleur aperçu des produits et des charges relatifs au CMRE dans le cadre de son transfert de l'ACT à la STO, le Collège a établi un tableau récapitulant les activités menées par le CMRE[1] de 2009 à 2013, qui est reproduit ci-dessous. Les données apparaissent plus clairement dans cet aperçu que dans les présentations séparées faites dans les états financiers 2013 de la STO et de l'ACT. Le tableau montre que, en 2013, première année complète de fonctionnement de la STO sous le régime de financement par le client, les charges *ont baissé* de 8 %, tandis que les produits *ont augmenté* de 11 %. Les pays n'ont pas bénéficié de la baisse des charges.

Exercice	Produits CMRE	Charges CMRE	Excédent
2009	30,0	30,0	-
2010	31,5	31,5	-
2011	26,7	26,7	-
2012	28,5	28,5	-
2013	31,5	26,3*	5,2

Sources : États financiers de l'ACT pour les exercices 2009 à 2013 et états financiers 2013 de la STO.

***** 27,2 MEUR dans les états financiers 2013 de la STO et de l'ACT moins 959 kEUR de surévaluation des charges concernant les congés restant à prendre par les équipages (voir plus haut l'observation 2).

3.4 L'excédent constaté n'était pas prévu dans le plan financier du CMRE pour 2013, qui ne pronostiquait ni excédent ni déficit. Les tarifs appliqués en 2013 aux clients (principalement à l'ACT) se sont finalement révélés trop élevés.

Recommandation n°3

[1] Produits et charges relatifs au NURC pour la période allant jusqu'à 1er juillet 2012, pendant laquelle il faisait partie de l'ACT.

3.5 Le Collège recommande à la STO de revoir les tarifs appliqués par le CMRE à ses clients (principalement l'ACT) et de les abaisser de manière à tenir compte de l'important excédent dégagé en 2013 et à respecter ainsi la clause de la charte de la STO selon laquelle il ne peut y avoir ni pertes ni profits sur l'ensemble de la période de planification de trois ans.

4. LES PROCÉDURES DE COMPTE RENDU FINANCIER EN PLACE À LA STO NE PERMETTENT PAS ENCORE D'ATTÉNUER VÉRITABLEMENT LE RISQUE D'ERREUR DANS LES ÉTATS FINANCIERS

Contexte

4.1 Selon l'IPSAS 1 (*Présentation des états financiers*), les états financiers doivent donner une information fiable, c'est-à-dire à laquelle les utilisateurs puissent faire confiance et qui présente une image fidèle de ce qu'elle est censée représenter. Pour être fiables, les états financiers doivent être exempts de toute erreur de chiffres, de toute erreur de transcription, de toute incohérence, et de toute autre erreur ou omission. Chaque entité doit disposer d'un système approprié de contrôle interne, et notamment d'une procédure d'examen, lui permettant de s'assurer de la cohérence et de l'exactitude des informations présentées dans ses états financiers ou dans les notes qui y sont jointes, avant leur publication.

Observation

4.2 Les états financiers 2013 de la STO sont les premiers à porter sur l'ensemble des entités faisant partie de cette organisation. Dans leur version initiale, ils ont été publiés dans les délais impartis, à savoir le 30 avril 2014. L'établissement de ces états financiers a fait l'objet d'une grande attention.

4.3 S'il faut saluer ces efforts ainsi que les progrès accomplis par la STO, le processus de compte rendu financier doit encore être amélioré, pour que le risque d'erreur dans les états financiers soit davantage atténué. Le Collège a relevé des erreurs importantes dans le tableau des flux de trésorerie. Les modifications qui apparaissent dans les rubriques Autres dettes à court terme et Provisions dans la section Activités opérationnelles du tableau des flux de trésorerie ne correspondent pas à ce qui figure dans l'état de la situation financière. Il aurait fallu inscrire dans la rubrique « Augmentation/(Diminution) des autres dettes à court terme » un montant de 915 613 EUR au lieu du montant de 1 832 911 EUR indiqué, et, dans la rubrique « Augmentation/(Diminution) des provisions », un montant de 959 231 EUR au lieu de 4 523 235 EUR. Le Collège a relevé un certain nombre de problèmes non significatifs comme des erreurs de calcul, des incohérences et/ou des omissions dans les états financiers qui ont été publiés le 24 avril 2014 (référence SRO-OCS(2014)0029).

Recommandation n°4

4.4 Le Collège recommande à la STO d'améliorer ses procédures de contrôle du compte rendu financier, notamment la procédure d'examen par la direction, pour que le risque d'erreur dans les états financiers soit adéquatement atténué.

5. NON-RESPECT DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LES IMMOBILISATIONS

Contexte

5.1 S'agissant des immobilisations corporelles, le cadre comptable OTAN précise que les notes jointes aux états financiers doivent contenir, pour les articles qui ont été achetés avant le 1er janvier 2013 et qui n'ont pas été comptabilisés précédemment en tant qu'actifs, une brève description des éléments enregistrés dans les systèmes. Il faut préciser au minimum dans ces notes la nature des articles, leur emplacement et le nombre approximatif d'articles par catégorie d'actifs.

Observation

5.2 Le Collège a constaté que la STO avait fait usage de la possibilité, donnée dans le cadre comptable OTAN, de considérer que les immobilisations corporelles acquises avant le 1er janvier 2013 avaient été entièrement passées en charges. Sur cette base, le montant de 1,226 MEUR correspondant à des actifs du CSO a été supprimé des états financiers de la STO. Les comptes de l'entité CMRE ont été intégrés dans les états financiers de l'ACT en 2012, sans qu'il soit fait mention d'immobilisations.

5.3 Alors que la note de la STO sur les immobilisations corporelles précise l'emplacement de chacune des entités et fait état des arrangements passés avec le pays hôte concernant les locaux, elle ne contient aucune information sur d'éventuelles immobilisations, si ce n'est la mention de deux éléments ajoutés au CMRE en 2013.

5.4 Les informations qualitatives de ce type, si elles sont examinées de près, pourraient se révéler utiles pour les personnes qui lisent les comptes, et fournir une analyse des types d'actifs scientifiques que la STO détient.

Recommandation n°5

5.5 Le Collège recommande d'améliorer la note jointe aux états financiers et d'y préciser au minimum le type d'articles détenus, leur emplacement et leur nombre approximatif, afin que cette note soit conforme aux dispositions du cadre comptable OTAN.

6. NON-RESPECT DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT L'INDEMNITÉ DE REPRÉSENTATION

Contexte

6.1 En 2013, le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé une procédure et des règles actualisées pour la perception et l'utilisation de l'indemnité de représentation (PO(2013)0154). Ces nouvelles règles, applicables à tous les agents de l'OTAN ayant droit à cette indemnité, devaient entrer en vigueur le 1er juin 2013. L'indemnité est désormais perçue uniquement sous forme de remboursement de dépenses et plus sous forme d'avance. Par ailleurs, les contrôleurs des finances des organismes OTAN sont maintenant chargés de vérifier que les dépenses satisfont bien aux critères fixés pour le remboursement.

Observation

6.2 Le Collège a constaté que les entités de la STO avaient bien appliqué les nouvelles règles à partir du 1er juin 2013. Toutefois, la STO n'a présenté aucune information sur l'indemnité de représentation dans ses états financiers.

Recommandation n°6

6.3 Le Collège recommande à la STO de fournir dans ses états financiers des informations sur l'indemnité de représentation, ainsi qu'il est prévu dans la procédure approuvée par le Conseil.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et aux recommandations formulées à l'issue d'audits précédents. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

Suites données aux observations antérieures

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Rapport d'audit 2012 sur la STO IBA-AR(2013)34 - Section 5 **Observation** Les comptes des entités d'origine n'ont pas été clôturés au 30 juin 2012 comme cela se fait normalement lorsque des entités cessent d'exister, le but de cette clôture étant d'identifier tous les actifs et passifs à transférer à la nouvelle entité et à faire figurer dans ses soldes d'ouverture. **Recommandation** 5.7 Le Collège recommande au Conseil de donner en temps utile des instructions claires sur la manière de dissoudre et de réorganiser les entités OTAN, y compris du point de vue du compte rendu financier, afin que soit prise en considération, lors des restructurations futures, la nécessité pour le compte rendu financier de refléter la structure organisationnelle effectivement en place. Il recommande pour l'avenir que le Conseil envisage de fixer la date effective de la restructuration au début de l'année civile, afin de réduire la charge de travail que cela représente pour les entités OTAN.	Les comités OTAN ont pris note de la recommandation et y ont souscrit.	Question **réglée**.
(2) Rapport d'audit 2012 sur l'ACT IBA-AR(2013)21 - Section 5 **Observation** Le Collège a vérifié les comptes du CMRE dans le cadre de son audit des états financiers de l'ACT. Il a émis une réserve au sujet des états financiers de l'ACT car il a estimé que les recettes et les dépenses du CMRE correspondant aux activités menées en vertu de sa charte ou dans le cadre du programme de travail supplémentaire n'auraient pas dû faire l'objet d'une consolidation, le CMRE ne relevant plus de l'ACT après le 1er juillet 2012. Le Collège a estimé que la constatation des actifs nets se rapportant au CMRE entraînait une surévaluation significative des actifs.	Comme demandé dans l'observation faite l'an dernier, la STO a constaté ces actifs nets dans ses états financiers de 2013.	Question **réglée**.
(3) Rapport d'audit 2012 sur l'ACT IBA-AR(2013)21 - Section 5	Une provision d'un montant total de 959 000 EUR destinée aux crédits restant à prendre par les	Observation **rendue caduque par l'observation 2**

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
Observation Le Collège a également constaté que les congés restant à prendre par les équipages à la fin 2012 (représentant quelque 800 000 EUR) n'étaient pas constatés en tant que passif dans les comptes du CMRE. **Recommandation** 5.1.20 Le Collège recommande au CMRE et à la STO de constater dans les états financiers consolidés 2013 de la STO les congés qui resteraient à prendre par les équipages au 31 décembre 2013.	équipages a été inscrite dans les états financiers de 2013. Toutefois, ce montant a entièrement été porté en charges en 2013, alors qu'il porte sur des charges qui se rattachent à des exercices précédents. Voir l'observation 3 formulée pour l'exercice 2013. De plus, le montant présenté en tant que passif ne comprenait pas le montant pour les congés restant à prendre par les équipages acquis depuis le 1er juillet 2012, ce qui fait 136 jours de plus, ou approximativement 50 000 EUR, montant qui n'est pas significatif.	**formulée pour l'exercice 2013.**
(4) RTA - EXERCICE 2011 – C-M(2013)0033//IBA-AR(2013)01 – Immobilisations corporelles – Section 5.1 Pour 2011, le Collège avait noté que le texte qui figurait dans les états financiers afin d'expliquer pourquoi les immobilisations corporelles n'étaient pas valorisées pourrait être rendu plus clair s'agissant du contrôle exercé par le CSO sur le bâtiment principal mis à disposition par le pays hôte, par rapport au bâtiment annexe construit par le CSO.	Pour 2012, le Collège estime que les explications figurant dans la note jointe aux états financiers pourraient être rendues plus claires encore s'agissant des différents traitements comptables adoptés pour constater les différents niveaux de contrôle associés aux deux bâtiments.	Observation **rendue caduque par l'observation 5 formulée pour l'exercice 2013.**

STO-OCS(2015)0032

COMMENTAIRES DU CONSEILLER SCIENTIFIQUE DE L'OTAN ET PRÉSIDENT DU COMITÉ POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (STB) AU SUJET DU RAPPORT DE L'IBAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE LA STO POUR L'EXERCICE 2013

Observation 1 : CMRE – Caractère incomplet du compte rendu des produits et des charges relatifs au CMRE

N'est pas d'accord avec cette observation.

Justification

Le traitement comptable appliqué par la STO est conforme aux mesures de transition relatives à la réforme des agences de l'OTAN.

Commentaires détaillés

En juin 2011, le Conseil a décidé que la réforme de l'Organisation OTAN pour la science et la technologie (STO) se ferait en deux temps (voir le PO(2011)0242). Au cours de la phase 1, qui devait se terminer en décembre 2012, le NURC bénéficierait d'un budget alimenté par des fonds communs. Pour l'exercice 2013 et les suivants, le secteur S&T maritime serait soumis au régime de financement par le client.

Les méthodes comptables appliquées pour l'exercice 2012 découlent de deux décisions politiques détaillées relatives aux dispositions de transition :

• les pays ont décidé (AC/335-N(2012)0075) que « Chaque nouvelle agence issue de la réforme établira des états financiers par secteur qui couvriront l'exercice complet, du 1er janvier au 31 décembre 2012 ». L'entité d'origine – en l'occurrence le NURC – faisait partie de l'ACT en 2012, et le Commandement s'est conformé à cette instruction dans le cadre de l'établissement de ses états financiers.

• suite à la demande formulée par l'ACT dans le paragraphe 2 du BC-D(2012)0100, les pays ont « confirmé que le contrôleur des finances de l'ACT avait autorité pour exécuter le budget NURC 2012 et en rendre compte pendant toute la durée du cycle de vie de ce budget, *à savoir jusqu'en 2014, en conformité avec le règlement financier de l'OTAN » (BC-DS(2012)0026 (paragraphe 3.3.1)). L'ACT a dûment rempli sa tâche d'exécution du budget s'agissant des crédits 2012 reportés sur 2013. L'exécution du budget en 2013 a été vérifiée comme il se devait par l'IBAN (voir l'IBA-AR(2014)16), qui n'a pas formulé de commentaire ni de réserve.*

Pour les crédits 2012, le compte rendu financier et l'exécution du budget sont donc conformes aux mesures de transition définies par les 28 pays.

Position du Collège

La charte de la STO stipule que le CMRE doit être soumis au régime de financement par le client, et que ce régime englobe les fonds à recevoir de sources financées en commun. L'ACT, qui est financé sur le budget militaire, est le principal client du CMRE. Compte tenu de ce qui précède, le Collège estime que toutes les activités qui ont été menées par le CMRE en 2013 et qui ont bénéficié de fonds provenant de sources financées en commun, en l'occurrence de crédits de l'ACT, auraient dû être présentées dans les états financiers 2013 de la STO. Cela aurait donné au lecteur un aperçu plus complet des charges réelles du CMRE pour 2013.

En tant que client, l'ACT paie pour les activités menées par le CMRE. À ce titre, il est normal que l'ACT constate ces coûts dans ses états financiers. C'est ce qu'il a fait dans les règles de l'art, en témoigne l'opinion sans réserve que le Collège a émise sur les états financiers 2013 de l'ACT.

Observation 2 : CMRE – Surévaluation des charges dans le cadre de la provision pour les congés restant à prendre par les équipages

N'est pas d'accord avec cette observation.

Justification

Le traitement comptable appliqué par la STO (CMRE) était conforme aux orientations données précédemment par l'IBAN. Ces orientations ont changé après l'établissement des comptes.

Commentaires détaillés

La question du traitement du passif lié aux congés restant à prendre par les équipages avait été abordée précédemment par l'IBAN, dans son rapport d'audit portant sur l'exercice 2012 (IBA-AR(2013)34). À l'époque, l'IBAN avait recommandé que, à l'avenir, ces congés soient constatés en tant que passif dans les comptes de la STO. En revanche, dans le présent rapport d'audit sur les états financiers de 2013, l'IBAN indique que le solde en question aurait dû être mis en regard des soldes des exercices précédents dans les états financiers de 2012.

Par ailleurs, dans son rapport sur l'exercice 2012, l'IBAN a estimé que les ajustements comptables pour les congés restant à prendre par les équipages devraient inclure « un montant correspondant recevoir des pays ». Cette exigence n'apparaît toutefois pas dans le rapport de l'IBAN sur l'exercice 2013.

Toutes les parties s'accordent à dire qu'il existe un passif, et que celui-ci est correctement présenté dans l'état de la situation financière de la STO pour 2013. Toutefois, l'avis de l'IBAN sur la nature de l'ajustement comptable a évolué au fil du temps.

Position du Collège

Les orientations données par l'IBAN sont cohérentes.

La STO indique, à juste titre, que l'IBAN avait recommandé que, à l'avenir (ce qui veut dire à partir de 2013 et au cours des exercices suivants, jusqu'à ce que la question ait été réglée), les congés soient constatés dans les états financiers de la STO en tant que passif. La STO a bien suivi ces instructions, la question n'étant toujours pas réglée au 31 décembre 2013.

L'observation faite par le Collège sur l'exercice 2013 porte uniquement sur la constatation d'une charge, et non sur le passif. Comme indiqué plus haut, la question n'était toujours pas réglée le 31 décembre 2013. Il était donc judicieux que la STO continue de faire état du passif correspondant aux congés restant à prendre. Cette façon de procéder était conforme à l'observation du Collège portant sur l'exercice précédent. Toutefois, le passif en question n'a pas été généré en 2013, mais pendant un grand nombre d'exercices précédents, et, de ce fait, il n'aurait pas dû être présenté en tant que charge pour 2013. Le solde d'ouverture transféré de l'ACT au CMRE au moment de la création de la STO aurait dû être réduit de ce montant.

Observation 3 : Caractère inattendu de l'excédent de 2013

N'est pas d'accord avec cette observation.

Justification

L'excédent dégagé par le CMRE n'était pas inattendu. Le Comité pour la science et la technologie (STB) a été tenu pleinement informé de l'évolution de la situation financière. De plus, le montant de l'excédent pour le Centre se situait dans la fourchette supérieure des excédents analysés dans le plan financier.

Commentaires détaillés

En tant qu'entité soumise au régime de financement par le client, le CMRE fonde son plan financier sur l'état des recettes et dépenses prévues (SPIE). Le plan financier énonce plusieurs scénarios (et leur degré de probabilité), avec indication des excédents escomptés dans chacun des cas.

L'exercice 2013 a été la première année complète d'application du régime de financement par le client au CMRE. Le STB et le CMRE se sont efforcés, ensemble, de faire en sorte que les charges diminuent et que les produits augmentent. Ces efforts ont débouché sur un résultat positif, à savoir un excédent se situant dans la fourchette supérieure des excédents analysés dans le plan financier.

Les pays ont profité de l'excédent dégagé, qui a eu une indidence positive sur les tarifs appliqués par le CMRE, lesquels ont été réduits en 2014 et en 2015.

Il est à noter que les pays avaient demandé qu'un excédent soit dégagé en vue du remboursement du prêt octroyé pour l'établissement du fonds de capitaux propres, de la création d'un fonds de capitaux propres pour le CMRE, et du règlement de la question du passif généré pendant la période d'activité du NURC, qui faisait alors partie de l'ACT. De plus, un montant de 1,5 MEUR prélevé sur l'excédent dégagé a été réservé pour le paiement de la mise en cale sèche du navire de recherche de l'OTAN « Alliance » en 2016, réduisant ainsi les tarifs pour le principal client du Centre, à savoir l'ACT.

Position du Collège

Le plan financier pour 2013 prévoyait un montant de 28,1 MEUR tant pour les produits que pour les charges, et il ne devait donc y avoir ni excédent, ni déficit. Toutefois, il faisait aussi état d'une prévision « ambitieuse » s'agissant des produits, tablant sur un montant de 35,2 MEUR. Il ne précisait cependant pas le niveau de l'excédent attendu à un tel niveau de produits. Les charges présentées dans le plan financier pour 2013 étaient basées uniquement sur une prévision de produits d'un montant de 28,1 MEUR. Aucune prévision spécifique relative aux charges n'a été fournie pour l'« ambitieuse » prévision de produits de 35,2 MEUR. Selon le Collège, il est peu probable que les charges restent constantes si les revenus augmentent de 25 %.

De plus, l'excédent réel a été dégagé sur la base d'un montant de produits réels (28,5 MEUR, comme indiqué dans l'état de la performance financière de la STO) bien inférieur à l'« ambitieuse » prévision de produits de 35,2 MEUR. Alors qu'on aurait peut-être pu s'attendre à ce qu'un gros excédent soit dégagé à un niveau de produits de 35,2 MEUR, le Collège reste persuadé que, avec des produits réels d'un montant de 28,5 MEUR seulement, l'important excédent a un caractère inattendu.

Le Collège compte bien que l'important excédent dégagé en 2013 sera résorbé par des déficits en 2014 et en 2015, afin que la clause de la charte de la STO prévoyant qu'il ne peut y avoir ni profits ni pertes sur les périodes de planification de 3 ans soit respectée. On verra si la réduction des tarifs en 2014 et en 2015 permettra d'atteindre cet objectif.

Observation 4 : Les procédures de compte rendu financier en place à la STO ne permettent pas encore d'atténuer véritablement le risque d'erreur dans les états financiers

Est d'accord avec cette observation.

Justification

La STO a revu la procédure à suivre pour l'examen des états financiers avant leur publication.

Observation 5 : Non-respect des exigences en matière d'informations à fournir concernant les immobilisations

N'est pas d'accord avec cette observation.

Justification

Comme indiqué par l'IBAN, la « STO a fait usage de la possibilité donnée dans le cadre comptable OTAN ».

Commentaires détaillés

Étant donné que les articles achetés avant le 1er janvier ont été portés à l'actif précédemment, il n'y a pas lieu d'en fournir maintenant une brève description. Toutefois, la direction de la STO examinera la proposition de l'IBAN visant à ce que des informations facultatives complémentaires soient fournies.

Position du Collège

Le Collège estime que, pour les articles qui ont été achetés avant le 1er janvier 2013 et qui ont été portés à l'actif précédemment, il faut ou continuer de les inscrire à l'actif ou, s'ils ont été supprimés de l'actif, en fournir une brève description, ainsi que le prévoit le cadre comptable OTAN.

De plus, les actifs dont le CMRE a fait l'acquisition avant le 1er janvier 2013 n'ont pas tous été comptabilisés correctement en tant qu'actifs. Le Collège avait émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2011 et 2012 de l'ACT s'agissant des immobilisations.

Observation 6 : Non-respect des exigences en matière d'informations à fournir concernant l'indemnité de représentation

Est d'accord avec l'observation faite.

Justification

La STO ajoutera la note demandée dans les états financiers qu'elle établira pour 2014.

Suites données aux observations antérieures

Est d'accord pour dire que deux des quatre observations en souffrance qui remontaient à des exercices précédents ont reçu la suite voulue. Note que les deux observations restantes ont été rendues caduques par les observations 2 et 5 relatives à l'exercice 2013.

SCIENCE AND TECHNOLOGY ORGANIZATION

FINANCIAL STATEMENTS

31 December 2013

Index

Executive summary 4

Statement of Internal Control 6

Statement 1 – STO Consolidated Statement of Financial Position 8

Statement 2 – STO Consolidated Statement of Financial Performance 9

Statement 3 – STO Consolidated Statement of Cash Flow 10

Statement 4 – STO Consolidated Statement of Change in Net Equity 11

NOTES TO THE STO CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS 12

A. ACCOUNTING POLICIES 12

Accounting Period 12

Reporting Currency 12

Basis for Preparation 12

Financial Reporting Framework 12

Changes in Accounting Policy 13

Foreign Currency Transactions 13

Consolidation 13

Services In-Kind 13

Assets – Current Assets 14

Assets – Non - Current Assets 14

Liabilities – Current Liabilities 16

Liabilities - Non-Current Liabilities 17

Net Assets 17

Revenue and Expense Recognition 18

Surplus or Deficit for the Period 18

B. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES 20

C. NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION 21

1. Cash and cash equivalents 21

2. Accounts receivable 21

3. Prepayments and Miscellaneous assets 23

4. Property, Plant and Equipment 23

5. Payables 24

6. Advances from Customers 24
7. Unearned Revenue and advances 24
8. Provision 26
9. Long term borrowings 26
10. Accumulated Surplus 27
D. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PEFORMANCE 28
11. Revenue 28
12. Expenses 29
13. Surplus or Deficit for the Period 29
E. EVENTS AFTER REPORTING DATE 31
F. RELATED PARTIES DISCLOSURE 32
G. EMPLOYEE DISCLOSURE 33
H. COMPARISON OF BUDGET EXECUTION AND STATEMENT FOR FINANCIAL PERFORMANCE 35
I. SEGMENT REPORTING 36
J. FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE/PRESENTATION 42
K. WRITE OFF 43
L. MORALE & WELFARE ACTIVITY 44

Executive summary

The Science & Technology Organization (STO) was created in July 2012 as part of NATO Agencies Reform. The mission of the STO is to help position the Nations' and NATO's S&T investments as a strategic enabler of the knowledge and technology advantage for the defence and security posture of NATO Nations and partner Nations by:

a. Conducting and promoting S&T activities that augment and leverage the capabilities and programmes of the Alliance, of the NATO Nations and the partner Nations, in support of NATO's objectives;

b. Contributing to NATO's ability to enable and influence security- and defence related capability development and threat mitigation in NATO and partner Nations, in accordance with NATO policies and;

c. Supporting decision-making in NATO Nations and NATO.

The STO is composed of:

a. The Science and Technology Board (STB);

b. Executive Bodies; and

c. Scientific and technical committees.

Governance of the STO is vested in the STB which reports to the NAC through the Military Committee and the Conference of National Armaments Directors (CNAD). Leadership of the STO is exercised by the Chief Scientists through his roles as Chair of the STB and Senior scientific advisor to NATO leadership

There are three executive bodies comprising the STO:

a. The Office of the Chief Scientist (OCS), located within NATO Headquarters, Brussels, provides executive and administrative support to the NATO Chief Scientist in fulfilling his/her roles as the Chair of the Science & Technology Board (STB) and the Senior Scientific Advisor at NATO Headquarters. The OCS is common funded.

b. The S&T Collaboration Support Office (CSO), located in Neuilly sur Seine, Paris, provides the executive and administrative support to the S&T activities conducted through the STO level 2 committees and level 3 working groups. The CSO is common funded.

c. The Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) located in La Spezia, Italy, organizes and conducts scientific research and technology development and delivers innovative and field-tested S&T solutions to address the defence and security needs of the Alliance. The CMRE is customer funded.

In accordance with the STO Charter[1] the Chief Scientist, supported by STO Financial Controller (FC), shall submit to the STB and IBAN consolidated financial statements in accordance with applicable International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by NATO[2], and the NATO Financial Regulations.

[1] C-M(2012)0046 Annex 1 para 25.1

[2] C-M(2013)0006

The STB shall approve the consolidated annual financial statements taking into the audit report of the International Board of Auditors for NATO (IBAN) and, where necessary, the comments of the STB Finance and Audit Sub-Group (FASG).

These are the first consolidated Financial Statements (FS) for the STO and are for the period from 1 January 2013 to 31 December 2013.

The statements reflect the financial position, the financial performance, the budget execution, the cash flow and the change in net assets for the reporting period. Notes provide further disclosures on key transactions following the materiality principle and where appropriate, segmented reporting.

The financial statements have been prepared primarily using the data from the FinS accounting software, where each executive body is a separate set of financial books / balancing segment.

As the IPSAS standards are continuously evolving, compliance is a dynamic process that requires staff to maintain up-to-date knowledge. It also requires that the accounting tools are suitably maintained and, when appropriate, upgraded. Therefore the STO maintains a dialogue with the other NATO Bodies and plays a full part in the IPSAS Working Group (IPSAS WG) and the Working Group of Financial Controllers. The STO remains committed to developing its IPSAS expertise and producing fully compliant financial statement using the applicable standards (as adapted, where relevant, by NATO) and any instructions issued by Nations e.g. from the NATO Resource Policy and Planning Board. The STO will also continue to work openly and constructively with the IBAN.

Statement of Internal Control

The NATO Chief Scientist, Head of the Office of the Chief Scientist (OCS) and Chairman of the Science and Technology Board (STB) and the Directors of the Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE) and Collaborative Support Office (CSO), as Heads of the three respective Executive Bodies of the STO, collectively exercise the overall responsibility for maintaining a sound system of internal control.

The system of internal controls provides reasonable assurance regarding the achievement of the Boards objectives of adherence to NATO corporate governance principles[3], specifically:

a. Effectiveness and efficiency of operation;

b. Reliability of internal and external reporting; and

c. Compliance with applicable laws and regulations and internal policies.

The Science and Technology Board (STB) is advised and assisted in discharging these responsibilities by the STB Finance and Audit Sub-Group (FASG). The key roles of the FASG are to provide advice and recommendations to the STB in support of:

a. All governance domains: direction and guidance, execution oversight, finance oversight and assessment;

b. The Financial Management Activities of the STO Executive Bodies;

c. The Audit Management Activities of the STO Executive Bodies; and

d. The Risk Management Activities of the STO Executive Bodies

The STO Financial Controller (FC) exercises the control of the financial management system and related internal controls in the name of the respective Heads of the Executive Bodies and is responsible for the proper application of the NATO Financial Regulations and those financial policies approved by the Board. The FC maintains and controls the:

a. Quality and accountability of financial systems;

b. Accuracy of the organization's accounts;

c. Quality of financial information;

d. Internal financial supervision;

e. Financial risk management;

f. Control of funds;

g. Application of financial regulations.

The system of internal control is designed to manage and reduce, rather than entirely eliminate, the risk of failure to achieve the organization's policies, aims, and objectives; it can therefore provide reasonable but not absolute assurance of effectiveness.

The system of internal control is based on an ongoing process designed to identify the principal risks to the achievement of the organization's policies, aims, and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks, and to manage them efficiently, effectively, and economically. The system of internal control can be primarily summarized as follows:

[3] C-M(2005)0087

a. Documenting policies, rules, and procedures governing financial management activities.

b. Utilizing suitably qualified staff throughout the financial system, and ensuring that staff has a sound understanding of their responsibilities as set out in the NATO Financial Regulations (NFR) and the policies promulgated by the Board.

c. Utilizing the principles of checks and balances, segregation of duties and reconciliations, management supervision, and a system of delegation to support this framework.

d. Maximizing the use of our common accounting system, FinS, that has built in approval workflows and controls together with audit trials. Transactions are recorded using a consistent approach based on the Military Budget Chart of Accounts.

e. Performing direct inspection on a sample basis of financial records and activities with a financial impact. This includes when necessary undertaking formal internal audits.

f. Acting upon any recommendations and observations made by the IBAN during their external audit of financial statements.

g. Reducing risk by utilizing proven services provided by other NATO Bodies and through outsourcing where practical. This is also an efficiency measure to avoiding duplication of services and seeks economies of scale.

h. Reporting and explaining aspects of financial management control and execution to the STB and the relevant finance committee(s).

Peter Bontinck
Financial Controller
Science and Technology Organization

Albert Husniaux
Major General, BEAF
Chairman
NATO Science and Technology Board

Statement 1 – STO Consolidated Statement of Financial Position

(in euro)

	Notes	2013	2012 Restated *	2012
ASSETS				
Current Assets				
Cash and Cash Equivalents	1	13,491,204	6,383,490	6,383,490
Receivables	2	2,510,052	1,015,602	1,015,602
Prepayments and Miscellaneous Assets	3	407,991	93,288	93,288
		16,409,247	**7,492,380**	**7,492,380**
Non-current Assets				
Property, Plant and Equipment	4	109,282	-	1,226,175
TOTAL ASSETS		**16,518,529**	**7,492,380**	**8,718,556**
LIABILITIES				
Current Liabilities		-	-	-
Payables	5	1,245,701	467,758	467,758
Advances from Customers	6	810,444	1,078,739	1,078,739
Unearned Revenues	7	4,166,277	2,982,369	2,982,369
		6,222,422	**4,528,866**	**4,528,866**
Non-current Liabilities				
Provisions	8	959,231	-	1,226,175
Long-term Borrow ing	9	2,101,206	-	-
		3,060,436	**-**	**1,226,175**
TOTAL LIABILITIES		**9,282,859**	**4,528,866**	**5,755,041**
NET ASSETS		**7,235,670**	**2,963,514**	**2,963,514**
NET ASSETS/EQUITY				
Accumulated surplus	10	2,963,514	2,785,896	2,785,896
Result of the period (deficit)		4,272,156	177,619	177,619
		7,235,670	**2,963,514**	**2,963,514**

* This column reports the restatement of the Property, Plant and Equipment and related provisions (see Notes 4 and 8)

Statement 2 – STO Consolidated Statement of Financial Performance

(in euro)

	Notes	2013	2012 Restated *	2012
REVENUES	11			
Operating Revenues		33,892,643	6,501,432	6,570,624
Financial Revenues		11,882	21,667	21,667
TOTAL REVENUES		**33,904,525**	**6,523,100**	**6,592,292**
EXPENSES	12			
Personnel		18,678,380	4,535,473	4,535,473
Supplies and Services		9,491,424	1,670,666	1,563,880
Capital and Investments		418,080	124,665	118,333
Depreciation		54,641	-	182,311
Financial Expenses		30,613	14,676	14,676
Provision Expenses for Cruise Leave		959,231	-	-
TOTAL EXPENSES		**29,632,369**	**6,345,481**	**6,414,673**
SURPLUS/(DEFICIT) FOR THE PERIOD	13	**4,272,156**	**177,619**	**177,619**

* This column reports the restatement of the Depreciation expenses and the associated changes in Revenues and Expenses (See notes 11 and 12)

Statement 3 – STO Consolidated Statement of Cash Flow

	(in euro) **2013**
CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	
Surplus / (Deficit)	**4,272,156**
Depreciation	54,641
Increase / **(Decrease)** in payables	777,943
Increase / **(Decrease)** in other current liabilities	1,832,911
Increase / **(Decrease)** in Provisions	4,523,235
Decrease / **(Increase)** in receivables	(1,494,450)
(Gains) / Losses on sale of property, plant and equipment	-
Decrease / **(Increase)** in other-Current Assets	(314,702)
Increase / **(Decrease)** in Non-Current Assets	109,282
NET CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	**9,761,016**
CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES	
Purchase of property, plant and equipment	(163,924)
Proceeds from sale of property, plant and equipment	-
Cash Advances	-
NET CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES	**(163,924)**
CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES	
Increase in borrow ings	2,101,206
Repayment of borrow ings	-
NET CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES	**2,101,206**
NET INCREASE/DECREASE CASH AND CASH EQUIVALENT	**7,107,714**
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT BEGINNING OF THE PERIOD	**6,383,490**
NET INCREASE (DECREASE) IN CASH AND CASH EQUIVALENTS	**7,107,714**
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT END OF THE PERIOD	**13,491,204**

Statement 4 – STO Consolidated Statement of Change in Net Equity

(in euro)

	Contributed Capital	Revaluation Reserve	Translation Reserve	Accumulated Surplus/(Deficit)	Total
Balance at 31-December 2011	-	-	-	2,785,895	2,785,895
Change in accounting policy					-
Net increase/(decrease) of bookvalue of property, plant and equipment					-
Surplus/(deficit) on revaluation of property					-
Currency translation differences					-
Net increase/(decrease) of reserves	-	-	-	-	-
Net gains/(losses) not recognized in the Statement of Financial Performance					-
Net surplus for the period				177,619	177,619
Balance at 31-December 2012				2,963,514	2,963,514
Change in accounting policy					-
Net increase/(decrease) of bookvalue of property, plant and equipment					-
Surplus/(deficit) on revaluation of property					-
Currency translation differences					-
Net increase/(decrease) of reserves	-	-	-	-	-
Net gains/(losses) not recognized in the Statement of Financial Performance					
Net surplus for the period				4,272,156	4,272,156
Balance at 31-December 2013	-	-	-	7,235,670	7,235,670
CHANGE IN NET ASSETS/EQUITY (OPERATING FUND)	-	-	-	-	**4,272,156**

NOTES TO THE STO CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

A. ACCOUNTING POLICIES

Accounting Period

The STO Financial Statements are based on the accounting records of the STO as of 31 December 2013. In accordance with Article 2 of the NATO Financial Regulation (NFRs), the financial year for STO begins on 1 January and ends on 31 December of the year.

Reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the Euro (EUR).

Basis for Preparation

The Financial Statements have been prepared on a going-concern basis. The STO includes the Centre for Maritime Research and Experimentation (CMRE), the Collaboration Support Office (CSO) and the Office of the Chief Scientist (OCS). Due to the establishment of the STO on 1 July 2012, Consolidated STO Financial Statements have been produced for the first time in 2013.

Financial Reporting Framework

The STO Financial Statements have been prepared in accordance and comply with the NATO Accounting Framework[4] for all NATO Reporting Entities[5], an adapted version of International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

This Accounting Framework has been developed to provide minimum requirements for financial reporting for all NATO Reporting Entities and was approved by the North Atlantic Council on 14 February 2013 as an IPSAS-adapted accounting framework for the Alliance.

This Accounting Framework is applicable for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period to ensure that the financial statements provide information that is relevant to the decision-making and reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting as well as of the principle of the right balance between the benefits derived from the information and the costs of providing it as required by IPSAS 1.29 and further summarized in Appendix A of IPSAS 1.

[4] C-M(2013)0006

[5] A NATO Reporting Entity is a NATO entity which is required to produce financial statements and where the audit opinion is addressed to the North Atlantic Council.

The Cash Flow Statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash flow Statements).

The STO Financial Statements have also been prepared in accordance with the accounting requirements of the NFRs and the Financial Rules and Procedures (FRP) and the relevant entity directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs and FRP, this has been noted.

Changes in Accounting Policy

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set out in IPSAS 3.

The STO followed the option set in the NATO Accounting Framework to consider fully expensed all PP&E acquired prior to 1 January 2013. Therefore, the 2012 Financial Statements have been restated accordingly.

For the 2013 Financial Statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period. As of 1 January 2013, the new NATO Accounting Framework has been applied to the STO, mainly for the items related to IPSAS 17 – Property, Plant and Equipment (PP&E).

Foreign Currency Transactions

Transactions in currencies other than the functional currency are converted into Euro at the NATO exchange rates prevailing at the time of the transaction. Monetary assets and liabilities at year-end which were denominated in foreign currencies were converted into Euro using the NATO exchange rates that were applicable on 31 December 2013.

Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of Financial Performance.

Consolidation

Consolidated Financial Statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities. When consolidation occurs, inter-entity balances and transactions are eliminated.

According to the Article 25 of the Charter of the NATO Science and Technology Organization, the Chief Scientist, supported by the STO Financial Controller, shall submit to the STB and the International Board of Auditors for NATO (IBAN) Consolidated Annual Financial Statements.

Services In-Kind

Services in-kind are services provided by individuals to public sector entities in a non-exchange transaction. These services meet the definition of an asset because the entity controls a resource from which future economic benefits or service potential is expected to flow to the entity. An entity may, but

is not required to, recognize services in-kind as revenue and as an asset, and a decrease in an asset and an expense upon consumption of the service in-kind. Due to many circumstances surrounding services in-kind, including the ability to exercise control over the services, and measuring the fair value of the services, IPSAS does not require the recognition of services in-kind.

Assets – Current Assets

The entity holds the following types of current assets:

a. Cash and Cash Equivalents

Cash and Cash Equivalents are defined as short-term assets. They include cash on-hand, petty cash, current bank accounts, deposits held with banks, other short-term highly liquid investments.

b. Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

In accordance with IPSAS, receivables are broken down into amounts receivable from user charges, taxes, receivable from related parties, etc.

Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

c. Inventories

IPSAS 12 defines inventories, establishes measurement requirements under the historical costs system, and establishes disclosure requirements. The STO assesses inventories under IPSAS 12 and the outcome of this assessment is that the value of the inventories is immaterial both in value and in terms of the nature of the items held. Consequently, inventory is fully expensed on receipt.

d. Prepayments

Prepayments are mainly in respect of advance payments made to third parties.

Assets – Non - Current Assets

In this category, the STO is reporting all assets invested for more than 12 months or receivable beyond 12 months from the closing date of the Financial Statements.

a. Property, Plant and Equipment (PP&E)

Basic Principles:

- In accordance with the NATO Accounting Framework, all the PP&E acquired prior to 1 January 2013 have been fully expensed;
- Buildings are shown at their revalued amounts, which will be revalued in case any relevant information is received from the Host Nations;
- All other property, plant and equipment are stated at historical cost less accumulated depreciation and any recognized impairment loss;
- No external evaluator to set values for assets;
- No grouping of assets;
- Full depreciation / amortization in the month of acquisition, and none in the month of disposal.

PP&E categorizations for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets is listed in the table below. The categories for both tangible and intangible assets complete with the years in which the asset is to be depreciated.

Straight-line depreciation method is used for all categories; however the depreciable life of an asset is dependent on the particular category it is in.

As an accounting principle, Land cannot be depreciated.

Category	Threshold	Depreciation life	Method
Land	200,000	N/A	N/A
Buildings	200,000	40	Straight line
Other infrastructure	200,000	40	Straight line
Installed equipment	30,000	10	Straight line
Machinery	30,000	10	Straight line
Vehicles	10,000	5	Straight line
Aircraft	200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment	50,000	3	Straight line
Furniture	30,000	10	Straight line
Communications	50,000	3	Straight line
Automated information systems	50,000	3	Straight line

b. Impairment of tangible assets

The carrying values of fixed assets are reviewed for impairment if events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the statement of financial performance in the year concerned.

c. Intangible Assets

The basic principles for PP&E apply to intangible assets. No intangible asset has been purchased in 2013.

Liabilities – Current Liabilities

a. Payables

Payables are amounts due to third parties for goods received or services provided that remain unpaid as of the reporting date. Accruals are estimates of the cost for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

b. Advances from Customers

Advance from customers are either made cash to serve as working capital or result from advance billings to customers where the cost burn rate slips in comparison with the agreed payment milestones. The latter will be compensated at the time the income will be earned.

c. Unearned Revenue

For CSO and OCS, unearned revenue represents contributions from Nations and/or third parties that have been called for current or prior years' budgets but that have not yet been recognized. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

For CMRE, unearned revenue represents revenue from customers that have been invoiced for current or prior years' activities but that have not yet been recognized.

d. Employee benefits

IPSAS 25 prescribes the accounting treatment of the following employee benefits:

- Short-term benefits which fall due wholly within twelve months after the end of the accounting period in which employees render the related service;
- Post-employment benefits;
- Termination benefits.

Employees who have joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plans and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60. No other post-retirement benefits are provided to these employees. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance.

Employees who have joined NATO after 1 July 2005 participate in the New Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) administered by NATO.

Contributions to these Plans are limited to matching the employees' contributions for current service.

The assets and liability for NATO's Coordinated Pension Scheme are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognized in these financial statements, whilst the employer's contribution made to the New Defined Contribution Pension Plan are expensed during the reporting period.

Members of the staff are eligible for the benefits of the group insurance scheme while employed. Staff members who leave the Organisation having completed a minimum of 10 years uninterrupted service and who have reached the age of 55 shall be permanently entitled to the reimbursement of medical expenses. The STO entities contribute a percentage of current payroll costs to provide benefits for current employees, but do not contribute to the provision of post-retirement benefits.

Liabilities - Non-Current Liabilities

Provisions

Provisions are recognized when the entity has a legal or constructive obligation as a result of past event, and where it is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and where a reliable estimate of the amount of the obligation can be made.

Net Assets

Net assets represent the residual interest in the assets of the entity after deducting its liabilities.

Revenue and Expense Recognition

a. Revenue

In accordance with IPSAS 1, revenue is the gross inflow of economic benefits or service potential during the reporting period when those inflows result in an increase in net assets/equity, other than increases relating to contributions from owners. In NATO, the contributions by nations relating to the execution of the annual budget are also included in revenue.

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. Revenue comprises contributions from Member Nations and other customers to fund the entity's activities.

Revenue is recognized in the Statement of Financial Performance when such revenue is used for its intended purpose as envisioned by operational budgets or projects. The balance of unspent revenue and other revenue that relates to future periods is deferred accordingly and is categorized as unearned revenue.

Where a budget transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

Bank interests earned and accrued as of 31 December 2013, exchange rate revenue due to transactions in foreign currency and realized exchange rate revenue in accordance with the entity Policy IPSAS 4 - Effect of the foreign exchange rate are recognized as financial revenue.

b. Expenses

Budgetary expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received.

Bank charges, exchange rate losses due to transaction in foreign currency and realized exchange rate losses in accordance with the IPSAS 4 - Effect of the foreign exchange rate - are recognized as financial expenses.

Surplus or Deficit for the Period

For the common funded entities (CSO and OCS), revenue is recognized up to the value of the matching expenses. Any resulting surplus is recorded as unearned revenue and categorized as miscellaneous income and lapsed budgetary credits. The unearned revenue represents a liability owed to the funding nations that is accounted for in the call for contributions of the subsequent year. The result is that no surplus is generated as a consequence of unearned revenue.

For the CMRE, which is customer funded, unearned revenue is recorded as part of the surplus (or deficit) of the reporting period. As provided in the STO charter[6] the Centre operates on a no-profit / no-loss principle over time, however, the financial construct anticipates that a surplus or deficit may result in any given period.

[6] C-M(2012)0046 Article 23.1

B. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgment to make the estimates a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

C. NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

1. Cash and cash equivalents

Cash and Cash Equivalent		2013	2012	(in euro) Variance
Petty Cash		6,822	1,924	4,898
Bank accounts	EUR	9,067,553	4,294,853	4,772,701
	GBP	64,615	-	64,615
	USD	303,214	36,714	266,500
Short-term deposits		4,049,000	2,050,000	1,999,000
Total Cash and Cash Equivalents		**13,491,204**	**6,383,490**	**7,107,714**

Petty cash is a small fund of cash kept on hand for very small purchases or reimbursements.

Current Bank Accounts are held in EUR, GBP and USD. Bank deposits showed above that are denominated in foreign currencies have been converted to reporting currency at the closing date exchange rate.

Short-term deposits include the Budget Committee loan for the initial funding of the CMRE Net Equity Fund (NEF) (See Note 9). These are highly liquid investments that are readily convertible to cash and that are not subject to significant risk of change in value.

The 2013 bank accounts include cash associated with the first full year of CMRE customer funding regime, whereas the 2012 figures reflect only the cash associated with the former NURC Charter and Customer work programme.

2. Accounts receivable

Receivables	2013	2012	(in euro) Variance
Receivable from NATO Entities	1,367,550	84,029	1,283,520
Receivable from Staff Members	-	4,498	(4,498)
Receivable from Third Parties	641,908	693,044	(51,136)
Receivable from Governments	127,881	39,274	88,606
Prepaid Expenses	143,377	1,500	141,877
Invoices to be established	205,794	193,133	12,661
Other Receivable	23,543	123	23,417
Total Receivables	**2,510,052**	**1,015,602**	**1,494,450**

Receivable from NATO Entities

Significant receivables from NATO Entities at year-end 2013 include a CMRE Invoice to NATO HQ SACT for the 2013 Programme of Work (EUR 1,333,501).

Receivable Third Parties

Significant receivables from Third Parties at year-end 2013 include CMRE Invoices from Industry (EUR 323,500), and Nations (EUR 242,293).

Receivable from Governments

This relates to Value Added Tax (VAT) paid by the CSO and subject to reimbursements from the Host Nation.

Prepaid expenses

This item relates to the Ship Management contract for the management of the vessel NRV Alliance. The Ship Management Company receives an advance from CMRE and makes trial balance reconciliations that reflect their prepayments, accruals and petty cash transactions.

Invoices to be established

This relates to services that have been provided to the CMRE customers including European Community Consortia Projects (EUR 100,320) and Nations (EUR 102,501), but for which the related invoices have not been issued at the end of the reporting period.

Other Receivable

These are miscellaneous receivables from multiple sources.

3. Prepayments and Miscellaneous assets

The advance to vendors is composed mainly of cash provided to the Ship Management Company (341,880 EUR), for crew salaries, stores, insurance and spare parts.

4. Property, Plant and Equipment

	(in euro) Mission Equipment
Gross Book Value (31 Dec 2012)	-
Deletions (31 Dec 2012)	-
Gross Book Value (1 Jan 2013)	**-**
Accumulated Depreciation (31 Dec 2012)	-
Deletions (31 Dec 2013)	-
Accumulated Depreciation (1 Jan 2013)	**-**
Net Book Value (1 Jan 2013)	-
Additions in 2013	163,924
Disposal in 2013	-
Depreciation in 2013	(54,641)
Net Book Value (31 Dec 2013)	**109,283**
Gross Book Value (31 Dec 2013)	**163,924**
Accumulated Depreciation (31 Dec 2013)	**(54,641)**
Net Book Value (31 Dec 2013)	**109,283**

Mission equipment was purchased in 2013 by CMRE in order to maintain its cutting edge ocean engineering capabilities.

- ScanFish Rocio Multi-purpose Remotely Operated Towed Vehicle(ROTV) for oceanographic surveys;
- Meteo Bouy for ocean observation.

CMRE Premises

CMRE is located in La Spezia (Italy) on the Italia Navy compound (CSSN). The majority of the premises are provided by the Host Nation at no cost to CMRE (HN).

CSO Premises

The Collaboration Support Office (CSO) is located in Neuilly-sur-Seine, France. The premises are provided by the Host Nation (HN). The CSO pays a nominal annual charge for use of the facilities.

OCS Premises

The OCS is hosted in the NATO headquarters in Brussels. The premises are provided at no cost to the OCS.

5. Payables

Payables	2013	2012	(in euro) Variance
Payables to Suppliers	467,591	224,393	243,199
Accruals	778,110	243,365	534,745
Total Payables	**1,245,701**	**467,758**	**777,943**

Payable to Suppliers

Payables to Suppliers include invoices received from suppliers but not yet settled.

Accruals

Accrued expenses are accounted for goods and services received from suppliers but not yet invoiced as of 31 December 2013.

6. Advances from Customers

At year-end 2013, the advances amount to EUR 810,444. This includes amounts pre-financed by European Community Consortia for CMRE projects valued at EUR 807,345.

7. Unearned Revenue and advances

	(in euro)
Unearned revenue	2,028,039
Advance Contributions	1,500,000
Costs to complete	165,000
Other Unearned revenues	127,099
Liabilities from Lapses	283,208
Liabilities from Operational Result	60,415
Liabilities from Financial Result	2,516
Total Unearned Revenue	**4,166,277**

Unearned revenue

Unearned revenue consists of 2013 contributions/revenues received for which corresponding expenses will be incurred after the reporting period (EUR 433,611 for the OCS EUR 25,790 for the OCS and EUR 1,568,637 for CMRE).

Advance Contributions

The Advance Contributions correspond to cash called from the Nations for the following financial year and represent approximately 25% of the provisional total budget allocation. This mechanism is applicable to the common fund organizations (CSO and OCS).

Costs to complete

The costs to complete represent costs outstanding at the end of the reporting period that are associated with the completion of CMRE customer funded projects. These costs consist of major equipment procurement that has been delayed in order to update performance specifications based on knowledge acquired in the course of project execution.

Other Unearned revenues

CSO (EUR 68,860)

This amount consists mainly of advances for future S&T activities, including € 46,359 VNC Funds, and € 20,000 invoiced to ACT for cost-shared events including ITEC 2014 and ITSEC 2014.

CMRE (EUR 58,239)

This amount reflects customer advances for multi-year CMRE activities that are not fully completed at the end of 2013 such conferences and software development.

Liabilities from Lapses 2013

The Liabilities from Lapsed Budget Authorization are, for the common-funded entities (CSO and OCS), predominantly due to lower than expected costs in the execution of the STO Program of Work as well as in the operation and maintenance area.

The lapses from budget authorizations are mainly composed of the lapses from the 2013 budget and of the lapses from the 2012 and 2011 budgets carried-forward to 2013.

Liabilities from Operational Results

The Liabilities from Operational Results are applicable to the common-funded organizations (CSO and OCS).

They are composed of miscellaneous income generated by reimbursements (€ 6,227) and by the accrual write-off for previous years (€ 54,188) where the final invoice was lower than the estimated accrued amount.

Liabilities from Financial Results

The Liabilities from Financial Results are, for the common-funded entities (CSO and OCS), the net amount of bank interest received, bank charges and realized gains and losses generated during 2013, after offsetting the expenses. The surplus of financial revenue has been transferred to the liabilities from financial results for an amount of € 2,516.

As the CMRE is customer-funded, there is no offsetting of financial revenue and expenses and the financial result has been reported as a deficit of 18,731 EUR. The main reason for this result is due to loss on exchange rate.

8. Provision

In early 2012, the predecessor to the CMRE, the NATO Undersea Research Centre (NURC) undertook a review of the common funded business model that had been used up to that point in preparation for the transition to the STO and the customer funded business model. The NURC identified the accumulation of Cruise Leave (CL) as a potential obligation. Cruise Leave is a form of compensatory time off for working on weekends and holidays while as sea on-board CMRE's vessels. At that time, staff were permitted to accumulate CL if needed to mitigate the impact that using the leave would have on current operations. That practice was stopped.

Based on an assessment of the history and purpose of Cruise Leave it was determined that CMRE had a present obligation with respect to CL earned under the previous scheme and that resources would be required to settle the obligation. An audit of the 2012 CMRE accounts confirmed this assessment and the IBAN recommended that for future years the associated liability is recognised in the STO accounts as a provision. At the time of the recommendation a value of 800,000 Euro was assessed based on the estimated cost of paying staff for their leave.

As of 31 December 2013 the number of Cruise Leave days stood at 2,567. This balance was valued at € 959,408. The revised valuation was assessed by calculating the cost for individual staff members to use the leave using their 31 December 2013 salary and emoluments.

9. Long term borrowings

The Organisation holds a loan[7] from Nations which provides part of the initial funding of the CMRE Net Equity Fund (NEF). Each year the liability is increased with the accrued bank interests. The terms of the loan require return of the funds at the close of fiscal year 2014.

[7] NATO Budget Committee Decision (BC-DS(2013)0009) of March 2013

10. Accumulated Surplus

The STO Charter[8] provides that the governing board may establish a Net Equity Fund to facilitate the operations of the CMRE. The fund has been established to provide liquidity for projects, acts as a buffer for project gains and losses, and provides a source of funds for investment.

As a consequence of the implementation of IPSAS 17 a portion of the surplus has been categorised as a depreciation reserve representing the value of assets not yet fully depreciated.

Net Equity Fund

		Net Equity funds categories			
		Working Capital Funds	Investment	Buffer Fund	Depreciation Reserve
Balance at 31-December 2012	2,963,514	1,563,514	-	1,400,000	-
2013 Surplus of the period	4,272,156	1,312,874	2,750,000	100,000	109,282
Balance at 31-December 2013	**7,235,670**	**2,876,388**	**2,750,000**	**1,500,000**	**109,282**

[8] STO Charter (C-M(2012)0046) articles 23.3 and 24.1

D. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PEFORMANCE

11. Revenue

Operating Revenues	2013	2012	(in euro) Variance
Revenues from Contributions	5,406,160	5,264,278	141,882
Revenues from Services	28,469,266	1,193,447	27,275,819
Revenues from Reimbursable and Delegated Budget	17,217	43,707	(26,490)
Financial Revenues	11,882	21,667	(9,785)
			-
Total Operating Revenues	**33,904,525**	**6,523,100**	**27,381,425**

Revenue from Contributions

Contributions when called are booked as an advance under unearned revenue and subsequently recognized as revenue when earned.

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses against the CSO Budget (908) and OCS Budget (907). For the Reimbursable Budget (International Military Staff Budget ZNC-504/508), revenues are recorded when the invoices are presented for reimbursement every quarter.

Revenue from Services

The revenue indicated is the value of the work completed and delivered by the CMRE at the end of 2013 under the customer funded business model.

Prior to 2013 the CMRE was a hybrid funded organisation in which the majority of its activity was undertaken using common funding while a small part of the activity was realised under the Supplementary Work (SWP) and Ship Charter Programmes (Charter) using a fee for service, customer funded payment model.

At the end of fiscal year 2012 the STO and HQ SACT implemented a Budget Committee decision[9] which provided that the assets and liabilities associated with the SWP and Charter Programmes would pass to the STO while those associated with the common funded HQ SACT Programme of Work remained under the governance of and be reported in financial statements of ACT. The 2012 figure above reflects the revenue associated with the SWP and Charter programmes.

Revenues from Reimbursable budget

[9] BC-DS(2012)0026 NURC Transition Update

This relates to the CSO Partnership for Peace (PfP) budget for reimbursable activities.

12. Expenses

Expenses	2013	2012	(in euro) Variance
Personnel	18,678,380	4,535,473	14,142,907
Supplies and Services	9,491,424	1,670,666	7,820,758
Capital and Investments	418,080	124,665	293,414
Depreciation	54,641	-	54,641
Financial Costs	30,613	14,676	15,937
Provision Expenses for Cruise Leave	959,231	-	959,231
Total Expenses	**29,632,369**	**6,345,481**	**23,286,888**

Personnel

Personnel expenses for the period include salaries and emoluments for civilian positions and temporary personnel, other salary related and non-related allowances, such as overtime, medical examinations, and the cost of recruitment, installation, and household goods removal, and for contracted consultants and training.

Supplies and Services

Supplies and Services include expenses required for STO activities: general administrative costs, maintenance costs of buildings/grounds, communications and information systems, transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses. Lease payments under an operating lease are recognized as an expense on a straight-line basis over the lease term and are included as Contractual Supplies and Services expenses.

Capital and Investments

Capital and Investments are reported as expenses. Capital and Investments which exceed the capitalisation thresholds are capitalized as PP&E and depreciated.

Provision for Cruise Leave

See Note C8 related to the provision for Cruise Leave.

13. Surplus or Deficit for the Period

The STO's result for 2013 showed a surplus of EUR 4,272,156. This represents the surplus from operations at CMRE. Surpluses and deficits for the period are credited or debited to the CMRE Net Equity Fund as described above in note 10 to the Statement of Financial Position.

For the common funded entities (CSO and OCS), the operating revenue is recognized up to the amount of the matching expenses. The financial revenue and the miscellaneous revenue, after offsetting the related expenses, are booked as liabilities to the Nations. Therefore they generate no surplus or deficit

E. EVENTS AFTER REPORTING DATE

Under IPSAS 14.5 (Events after the reporting date) reporting entities are required to disclose any event, both favourable and unfavourable, which occurs between the reporting date and the date when the financial statements are authorized for issue. STO's reporting date is the 31 Dec 2013. On the date of signing of these accounts there has been no material event, favourable or unfavourable incurred between the Statement of Financial Position date and the date when the Financial Statements have been authorized for issue that would have impacted these statements.

F. RELATED PARTIES DISCLOSURE

Under IPSAS 20 Parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the financial position and performance of the reporting entity.

A specific statement on disclosure of Related Parties is signed by the Management Personnel and retained for auditing purposes.

The key management personnel consists of officers of flag rank or civilian equivalent:

Office of the Chief Scientist	• NATO Chief Scientist
Centre for Maritime Research and Experimentation	• CMRE Director • CMRE COO & Deputy Director • CMRE CTO
Collaborative Support Office	• CSO Director • CSO Deputy Director

The key management personnel of the STO have no significant known related party relationships that could affect the operation of the STO. STO's key management personnel and S&T Board Members are remunerated in accordance with the applicable NATO or National pay scales.

Compensation of key management personnel

S&T Board members receive no remuneration from NATO. Board Members do not receive any additional remuneration or access to preferential benefits from NATO for their Board responsibilities, such as the entitlement to receive loans.

STO's key management personnel are remunerated in accordance with the published NATO salary scales. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each Host Nation and the Protocols of NATO.

G. EMPLOYEE DISCLOSURE

Employees of the STO are remunerated in accordance with the published NATO salary scales. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each Host Nation.

STO Workforce

Peactime Establishment	PE - Authorized			PE - Filled		
	Mil	Civ	Total	Mil	Civ	Total
CSO	14	38	52	12	34	46
OCS	4	5	9	3	5	8
CMRE	9	0	9	5	0	5
International Manpower Celing	**27**	**43**	**70**	**20**	**39**	**59**
CMRE - Customer Funding	N/A				133	133
Total Establishment Strength	**27**	**43**	**70**	**20**	**172**	**192**

For OCS 2 Civilian positions are funded by Civil Budget

The personnel establishments of the STO entities are shown above. For the OCS, CSO, and the military component of the CMRE, the personnel establishment is fixed annually.

The CMRE civilian workforce is set annually by the governance board based on the anticipated work load. The figure above reflects the number of filled positions on 31 December 2013.

Employee Benefits

The costs reported under Personnel Expenses cover staff members hired under the NATO Civilian Personnel Regulations as well as consultants and contractors.

Untaken Leave

NATO civilian staff earn 2.5 days of leave for each month worked. Untaken leave at year-end may be carried-over to the following year.

The STO has taken measures to ensure all leave is taken by 30 April of the following year in accordance with the CPRs. Exceptionally, annual leave not taken by 31 October following the year in which it was accrued shall be forfeited (NCPR 42.3.6).

Leave may eventually be paid if they result from approved Council Operations or extended sick leave. In 2013, EUR 5,481 were paid by CMRE for a staff member on extended sick leave.

The balance of untaken leave as of 31 December 2013 is shown below:

OCS:	days	0
CSO:	days	238
CMRE:	days	1,496

H. COMPARISON OF BUDGET EXECUTION AND STATEMENT FOR FINANCIAL PERFORMANCE

Budget Execution

In the table below, the Budget Execution Statement is reconciled to the expenses in the STO Consolidated Statement of Financial Performance (amount in EUR).

(in euro)

Expenses	**Actuals**
Personnel	18,678,380
Supplies and Services	9,491,424
Capital and Investments	582,004
Total Expenses as per Budget Execution	**28,751,808**
Property Plant and Equipment capitalized (Recognition from Capital and Investments)	(163,924)
Depreciation	54,641
Financial Costs	30,613
Provision Expenses for Cruise Leave	959,231
Total Expenses as per Financial Performance	**29,632,369**

Statement of Credits Carried-Forward

As required by the NATO Financial Regulations the credits carried forward are presented in the Budget Execution Statement. They represent the unexpended balances at year end for which there is a legal liability and are equal to the closing Unearned Revenue.

STO Carried-Forward		Total
Carry-forward from 2013 into 2014		**1,991,529**
CSO	397,102	
CMRE	1,568,637	
OCS	25,790	
Carry-forward from 2012 into 2014		**36,509**
CSO	36,509	
CMRE	-	
OCS		
Total Carried-Forward		**2,028,039**

I. SEGMENT REPORTING

In accordance with IPSAS 18, the STO discloses financial statement information about distinguishable activities of its consolidated reporting entities. A 'segment' is a distinguishable activity or group of activities of an entity for which it is appropriate to separately report financial information. IPSAS 18 distinguishes two types of 'segments':

- 'Service segments' refer to a distinguishable component of an entity that is engaged in providing related outputs or achieving particular operating objectives consistent with the overall mission of each entity; and
- 'Geographical segments' are a distinguishable component of an entity that is engaged in providing outputs or achieving particular operating objectives within a specific geographical area.

STO is segmented into three executive bodies as provided in the STO Charter, CSO, CMRE and OCS. The segment reporting includes the Statement of Financial Position, Performance and Budget Execution. For CMRE the Budget Execution Statement is omitted because the entity is customer funded

S&T organization CSO

COLLABORATION SUPPORT OFFICE
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT 31 DECEMBER 2013

(in euro)

	2013	2012 Restated	2012
ASSETS			
Current Assets			
Cash and Cash Equivalents	2,168,679	2,374,937	2,374,937
Receivables	141,113	57,027	57,027
Prepayments and Miscellaneous Assets	27,225	45,497	45,497
	2,337,017	**2,477,461**	**2,477,461**
Non-current Assets			
Property, Plant and Equipment	-	-	1,226,175
	-	-	**1,226,175**
TOTAL ASSETS	**2,337,017**	**2,477,461**	**3,703,636**
LIABILITIES			
Current Liabilities			
Payables	108,211	385,491	385,491
Advances from Customers	-	-	-
Unearned Revenue	2,228,806	2,091,970	2,091,970
	2,337,017	**2,477,461**	**2,477,461**
Non-current Liabilities			
Provision	-	-	1,226,175
Long-term Borrowings	-	-	-
	-	-	**1,226,175**
TOTAL LIABILITIES	**2,337,017**	**2,477,461**	**3,703,636**
NET ASSETS	-	-	-
NET ASSETS/EQUITY			
Accumulated surplus	-	-	-
Result of the period (deficit)	-	-	-
	-	-	-

COLLABORATION SUPPORT OFFICE
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE AS AT 31 DECEMBER 2013

(in euro)

	2013	2012 Restated	2012
REVENUES			
Operating Revenues	5,186,449	5,289,997	5,359,189
Financial Revenues	4,418	8,966	8,966
TOTAL REVENUES	**5,190,868**	**5,298,963**	**5,368,155**
EXPENSES			
Personnel	3,893,397	3,911,978	3,911,978
Supplies and Services	1,222,444	1,356,689	1,249,902
Capital and Investments	70,608	21,329	14,997
Depreciation	-	-	182,311
Financial Expenses	4,418	8,966	8,966
	-	-	-
TOTAL EXPENSES	**5,190,868**	**5,298,963**	**5,368,155**
SURPLUS/(DEFICIT) FOR THE PERIOD	-	-	-

S&T organization CSO

COLLABORATION SUPPORT OFFICE
STATEMENT OF BUDGET EXECUTION AS AT 31 DECEMBER 2013

EURO	Initial Budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry Forward	Lapsed
BUDGET 908 (CSO) 2013												
Chapter 1	4,147,659	-	4,147,659	-	4,147,659	-	4,147,659	233,019	3,825,637	4,058,656	233,019	89,003
Chapter 2	1,216,757	-	1,216,757	-	1,216,757	-	1,216,757	144,182	936,784	1,080,966	144,182	135,791
Chapter 3	50,904	-	50,904	-	50,904	-	50,904	19,902	21,765	41,666	19,902	9,238
TOTAL	**5,415,320**	**-**	**5,415,320**	**-**	**5,415,320**	**-**	5,415,320	**397,102**	**4,784,186**	**5,181,288**	**397,102**	**234,032**
TOTAL FY2013	**5,415,320**	**-**	**5,415,320**	**-**	**5,415,320**	**-**	**5,415,320**	**397,102**	**4,784,186**	**5,181,288**	**397,102**	**234,032**
BUDGET 341/908 (RTA/CSO) 2012												
Chapter 1	78,389	-	78,389	-	78,389	-	78,389	3,191	65,493	68,684	3,191	9,705
Chapter 2	317,621	-	317,621	-	317,621	-	317,621	33,318	265,935	299,253	33,318	18,367
Chapter 3	48,843	-	48,843	-	48,843	-	48,843	-	48,843	48,843	-	-
TOTAL	**444,852**	**-**	**444,852**	**-**	**444,852**	**-**	**444,852**	**36,509**	**380,271**	**416,780**	**36,509**	**28,072**
TOTAL FY2012	**444,852**	**-**	**444,852**	**-**	**444,852**	**-**	**444,852**	**36,509**	**380,271**	**416,780**	**36,509**	**28,072**
BUDGET 341 (RTA) 2011												
Chapter 1	2,267	-	2,267	-	2,267	-	2,267	-	2,267	2,267	-	-
Chapter 2	5,574	-	5,574	-	5,574	-	5,574	-	2,508	2,508	-	3,066
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**7,841**	**-**	**7,841**	**-**	**7,841**	**-**	7,841	**-**	**4,775**	**4,775**	**-**	**3,066**
TOTAL FY2011	**7,841**	**-**	**7,841**	**-**	**7,841**	**-**	**7,841**	**-**	**4,775**	**4,775**	**-**	**3,066**
BUDGET 504 (PfP) 2013												
Chapter 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	25,000	-	25,000	-	25,000	(7,783)	17,217	-	17,217	17,217	-	-
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**25,000**	**-**	**25,000**	**-**	**25,000**	**(7,783)**	**17,217**	**-**	**17,217**	**17,217**	**-**	**-**
TOTAL FY2013	**25,000**	**-**	**25,000**	**-**	**25,000**	**(7,783)**	**17,217**	**-**	**17,217**	**17,217**	**-**	**-**
BUDGET 508 (MD) 2013												
Chapter 1	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	5,000	-	5,000	-	5,000	(5,000)	-	-	-	-	-	-
Chapter 3	-	-		-		-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**5,000**	**-**	**5,000**	**-**	**5,000**	**(5,000)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ALL YEARS	**5,898,014**	**-**	**5,898,014**	**-**	**5,898,014**	**(12,783)**	**5,885,231**	**433,611**	**5,186,449**	**5,620,061**	**433,611**	**265,170**

CENTER FOR MARITIME RESEARCH & EXPERIMENTATION
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT 31 DECEMBER 2013

(in euro)

	2013	2012
ASSETS		
Current Assets		
Cash and Cash Equivalents	9,061,497	3,826,542
Receivables	2,365,967	958,550
Prepayments and Miscellaneous Assets	368,417	47,791
	11,795,881	**4,832,883**
Non-current Assets		
Property, Plant and Equipment	109,282	-
	109,282	**-**
TOTAL ASSETS	**11,905,164**	**4,832,883**
LIABILITIES		
Current Liabilities		
Payables	1,107,943	82,259
Advances from Customers	810,444	1,078,739
Unearned Revenue	1,791,876	708,371
	3,710,263	**1,869,369**
Non-current Liabilities		
Provision	959,231	-
Long-term Borrow ings	-	-
	959,231	**-**
TOTAL LIABILITIES	**4,669,493**	**1,869,369**
NET ASSETS	**7,235,670**	**2,963,514**
NET ASSETS/EQUITY		
Accumulated surplus	2,963,514	2,785,896
Result of the period (deficit)	4,272,156	177,619
	7,235,670	**2,963,514**

CENTER FOR MARITIME RESEARCH & EXPERIMENTATION
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE AS AT 31 DECEMBER 2013

(in euro)

	2013	2012
REVENUES		
Operating Revenues	28,469,266	1,193,447
Financial Revenues	7,342	12,693
TOTAL REVENUES	**28,476,608**	**1,206,140**
EXPENSES		
Personnel	14,613,923	623,495
Supplies and Services	8,214,426	295,988
Capital and Investments	336,158	103,336
Depreciation	54,641	-
Financial Expenses	26,073	5,702
Provision Expenses for Cruise Leave	959,231	-
TOTAL EXPENSES	**24,204,452**	**1,028,521**
SURPLUS/(DEFICIT) FOR THE PERIOD	**4,272,156**	**177,619**

S&T organization OCS

OFFICE OF THE CHIEF SCIENTIST
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT 31 DECEMBER 2013

(in euro)

	2013	2012
ASSETS		
Current Assets		
Cash and Cash Equivalents	2,261,028	182,011
Receivables	2,972	25
Prepayments and Miscellaneous Assets	12,349	-
	2,276,349	**182,036**
Non-current Assets		
Property, Plant and Equipment	-	-
	-	-
TOTAL ASSETS	**2,276,349**	**182,036**
LIABILITIES		
Current Liabilities		
Payables	29,548	8
Advances from Customers	-	-
Unearned Revenue	145,595	182,029
	175,143	**182,036**
Non-current Liabilities		
Provision	-	-
Long-term Borrowings	2,101,206	-
	2,101,206	**-**
TOTAL LIABILITIES	**2,276,349**	**182,036**
NET ASSETS	**-**	**-**
NET ASSETS/EQUITY		
Accumulated surplus	-	-
Result of the period (deficit)	-	-
	-	-

OFFICE OF THE CHIEF SCIENTIST
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE AS AT 31 DECEMBER 2013

(in euro)

	2013	2012
REVENUES		
Operating Revenues	236,928	17,989
Financial Revenues	122	8
TOTAL REVENUES	**237,049**	**17,997**
EXPENSES		
Personnel	171,060	-
Supplies and Services	54,554	17,989
Capital and Investments	11,314	-
Depreciation	-	-
Financial Expenses	122	8
	-	-
TOTAL EXPENSES	**237,049**	**17,997**
SURPLUS/(DEFICIT) FOR THE PERIOD	**-**	**-**

S&T organization OCS

OFFICE OF THE CHIEF SCIENTIST
STATEMENT OF BUDGET EXECUTION AS AT 31 DECEMBER 2013

EURO	Initial Budget	Transfers	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Commitments	Expenses	Total Spent	Carry Forward	Lapsed
BUDGET 907 (OCS)2013												
Chapter 1	585,530	(400,000)	185,530	(12,000)	173,530	5,698	179,228	8,168	171,060	179,228	8,168	-
Chapter 2	95,226	-	95,226	-	95,226	(5,012)	90,214	17,622	54,554	72,176	17,622	18,038
Chapter 3	-	-	-	12,000	12,000	(686)	11,314	-	11,314	11,314	-	-
TOTAL	**680,756**	**(400,000)**	**280,756**	**-**	**280,756**	**-**	**280,756**	**25,790**	**236,928**	**262,718**	**25,790**	**18,038**
TOTAL FY2013	**680,756**	**(400,000)**	**280,756**	**-**	**280,756**	**-**	**280,756**	**25,790**	**236,928**	**262,718**	**25,790**	**18,038**
BUDGET 907 (OCS)2012												
Chapter 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL FY2012	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
BUDGET 907 (OCS)2011												
Chapter 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapter 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL FY2011	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ALL YEARS	**680,756**	**(400,000)**	**280,756**	**-**	**280,756**	**-**	**280,756**	**25,790**	**236,928**	**262,718**	**25,790**	**18,038**

J. FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE/PRESENTATION

STO uses only non-derivative financial instruments as part of its operations. These financial instruments include, cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and loans between NATO entities.

All the financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at their fair value.

Credit Risk: In the normal course of business, STO incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. The STO manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;
- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2013 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the Statement of Financial Position. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments. Receivables considered uncollectible are adequately provided for.

Currency risk: The STO's exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as most of its transactions are dealt with in Euros. A limited number of transactions are in other currencies.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities.

For CSO & OCS there is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions in relation to approved budgets. The limited risks are primarily the validity of forecasts that result in the calls for contributions. For CMRE liquidity risl is minimized by the cash available in the NEF and by the policy of requiring pre-payments & stage payments from customers.

Interest rate risk: The organization is restricted from entering into commercial borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

K. WRITE OFF

In accordance with the NATO Financial Regulations (NFR II Art. 19, FRP XIX.c.), an annual summary of PP&E and cash written-off is provided to the annual financial statements below.

CSO

Items	Purchased in	Total cost	Report of Survey	Reason for write -off
Software	→ 2012	5,514 €	001/2013	Replace and upgrade
Laptop Computers	1998 → 2008	54,122 €	002/2013	
Desktop Computers	1998 → 2008	28,910 €	002/2013	
Servers	1998 → 2008	35,940 €	002/2013	
Keyboard/Mouse	1998 → 2008	2,202 €	002/2013	
Hard Drives	1998 → 2008	1,989 €	002/2013	Beyond state of repair. Not serviceable
Screen	1998 → 2008	1,980 €	002/2013	
Printers	1998 → 2008	2,615 €	002/2013	
Software	1998 → 2008	11,705 €	002/2013	
Miscellaneous	1998 → 2008	7,683 €	002/2013	
Total		**152,661 €**		

For OCS and CMRE no item has been written-off during the financial year 2013.

L. MORALE & WELFARE ACTIVITY

Morale and Welfare Activities (MWA) such as sport, community service, retail and concessionary activities are conducted by the CSO and CMRE. The OCS participates in the services and activities of NATO Headquarters.

In accordance with the NATO Accounting Framework, IPSAS 6 (Adapted) NATO Reporting Entities shall not consolidate MWA and / or Staff Association activities into their respective financial statements. The STO follows this practice and reports on the financial viability of MWA and Staff Association activities separately.